



Numérique : la CENA change d'ère

N° 505 DU 25 FÉVRIER 2026

du jour L'Emblème

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

ENTRE RECONVERSION POLITIQUE, RETOUR À LA VIE CIVILE ET DÉBAT SUR LE STATUT DES ÉLUS

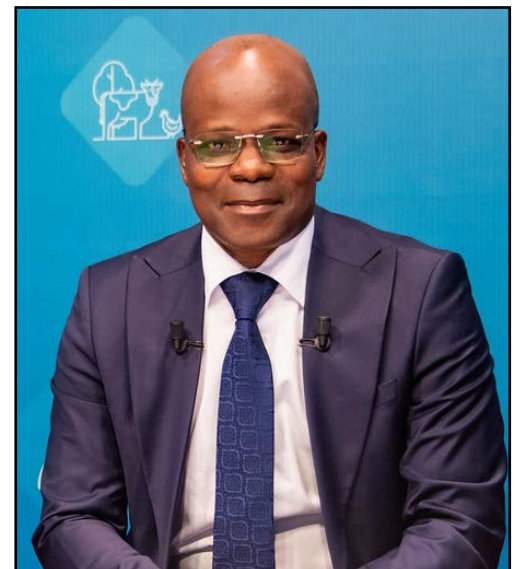
Quel avenir pour les anciens députés après les législatives de 2026 ?

PAGE 08

GOUVERNANCE LOCALE ET GESTION DU PATRIMOINE PUBLIC

PAGE 03

Deux poids, deux mesures ?



PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2026 AU BÉNIN / DUO WADAGNI-TALATA

PAGE 07



Machine électorale en ordre

VIE DES PARTIS POLITIQUES AU BÉNIN

PAGE 02

L'UP le Renouveau confie son porte-parolat à Iréné Agossa



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !

☎ 0198904640 / 0144904640

Les résidences FENOU

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



VIE DES PARTIS POLITIQUES AU BÉNIN

L'UP-R confie son porte-parolat à Iréné Agossa



La Direction Exécutive Nationale de l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R) a procédé, lundi 23 février 2026, à la désignation de Iréné Josias Agossa au poste stratégique de porte-parole du parti. La décision est intervenue à l'issue de la réunion hebdomadaire de l'instance dirigeante, dans un contexte politique marqué par les préparatifs de l'élection présidentielle.

Une trajectoire politique marquée par des repositionnements

Acteur bien connu de la scène politique béninoise, Iréné Josias Agossa s'est progressivement imposé comme une personnalité influente au sein de la mouvance présidentielle. En 2022, il avait créé le parti Restaurer La Confiance (RLC), avec l'ambition de participer activement aux échéances électorales nationales.

Cependant, en mai 2023, un congrès extraordinaire avait entériné la dissolution de cette formation politique, ouvrant la voie à l'intégration de ses responsables au sein de l'UP-R. Ce rapprochement avait alors marqué une nouvelle étape dans le parcours politique de son fondateur, désormais engagé dans la consolidation de la majorité présidentielle.

Une mission stratégique à l'approche de la présidentielle

En accédant à la fonction de porte-parole, Iréné Agossa devient la voix officielle du parti dans l'espace public et médiatique. Il aura notamment pour mission de porter les positions politiques de l'UP-R, d'assurer la cohérence de sa communication institutionnelle et de défendre ses orientations dans les débats nationaux.

Cette responsabilité intervient à quelques semaines de l'élection présidentielle prévue le 12 avril 2026, une échéance majeure pour la classe politique béninoise.

Un choix stratégique pour renforcer la communication du parti

Au sein des milieux politiques, cette nomination est perçue comme un choix stratégique visant à renforcer la visibilité et l'efficacité communicationnelle de l'UP-R. Fort de son expérience politique et de sa connaissance des dynamiques partisanes nationales, Iréné Agossa apparaît comme un atout pour accompagner le parti dans les défis électoraux à venir.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joël ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

GOUVERNANCE LOCALE ET GESTION DU PATRIMOINE PUBLIC

Deux poids, deux mesures ?

Au moment où les réformes de la décentralisation sont censées renforcer l'équité et la transparence dans la gestion publique, une polémique enfle autour de la gestion des véhicules administratifs des communes. Entre anciens maires autorisés à conserver leurs moyens roulants et adjoints ou chefs d'arrondissement sommés de restituer les leurs, la politique appliquée au sein du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale suscite interrogations et incompréhensions.

Une gestion différenciée qui interroge

Dans plusieurs communes du Bénin, la question de la restitution des véhicules administratifs attribués aux autorités locales sortantes alimente désormais les débats politiques et administratifs. Alors que certains anciens maires continueraient de disposer des véhicules de fonction mis à leur service durant leur mandat, des instructions auraient été adressées à des adjoints au maire et chefs d'arrondissement pour un retrait immédiat de leurs moyens roulants.

Cette différence de traitement, dénoncée par plusieurs acteurs locaux, nourrit un sentiment d'injustice au sein des administrations communales. Pour certains observateurs, la logique administrative devrait pourtant reposer sur des règles uniformes applicables à tous les responsables, indépendamment du rang occupé ou des affinités politiques supposées.

Des élus locaux entre incompréhension et frustration

Dans les communes concernées, plusieurs adjoints et chefs d'arrondissement évoquent une décision difficile à comprendre, d'autant plus que les véhicules constituent souvent des outils essentiels pour assurer le suivi des projets de proximité, les visites de terrain et la coor-



dination avec les populations.

Certains élus estiment que cette situation pourrait fragiliser la continuité du service public local, notamment dans les zones rurales où les déplacements restent complexes sans moyens logistiques adaptés.

La question de l'équité administrative

Au-delà de la polémique, c'est la cohérence de la politique publique qui est interrogée. Des analystes rappellent que la réforme de la gouvernance locale engagée ces dernières années repose sur des principes de transparence, de rationalisation des ressources publiques et d'égalité de traitement.

Si la récupération du patrimoine de l'État après les mandats électifs apparaît comme une démarche normale dans une logique de bonne gestion, plusieurs voix demandent cependant que les mêmes critères soient appliqués à toutes les caté-

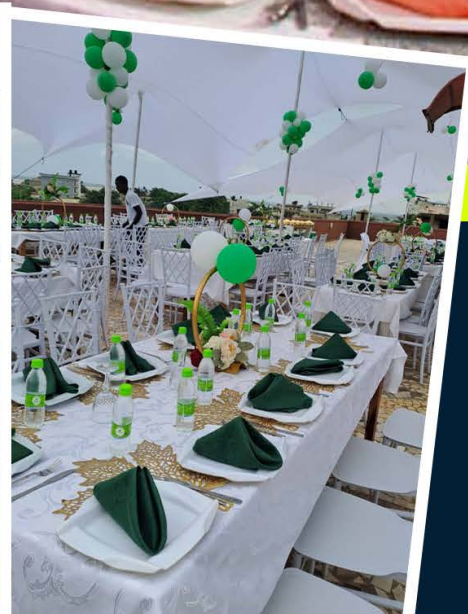
gories d'anciens responsables communaux.

Vers une clarification attendue

Face aux interrogations croissantes, certains acteurs politiques et organisations de la société civile appellent désormais à une clarification officielle des procédures en vigueur. Une communication transparente de l'autorité de tutelle pourrait, selon eux, apaiser les tensions et éviter que la question des moyens roulants ne devienne un nouveau foyer de crispation dans le processus de décentralisation.

Dans un contexte où la confiance entre citoyens et institutions demeure un enjeu majeur, la perception d'une gestion à « deux vitesses » pourrait peser sur la crédibilité des réformes engagées si aucune réponse claire n'est apportée.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

MODERNISATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL AU BÉNIN

Numérique : la CENA change d'ère

À l'approche des élections générales de 2026, la transformation digitale engagée au sein de la Commission Électorale Nationale Autonome marque un tournant décisif dans la gestion des processus électoraux. Entre dématérialisation des procédures, outils numériques innovants et gestion modernisée des ressources humaines et financières, l'institution électorale béninoise s'impose désormais comme une référence régionale en matière d'administration électorale.

Une digitalisation au cœur du processus électoral

Longtemps envisagée comme une ambition administrative, la transformation numérique est aujourd'hui une réalité opérationnelle au sein de la CENA. Pilotée par la Direction des Services d'Information (DSI), cette mutation technologique intervient à toutes les étapes du processus électoral, avec pour objectifs majeurs la transparence, la rapidité et la fiabilité des opérations.

Dans le cadre des élections générales de 2026, plusieurs solutions numériques ont été développées pour accompagner les acteurs politiques et les agents électoraux. Dès l'ouverture du processus, une plateforme d'e-learning a permis la formation continue des différentes parties prenantes.

Accessible en ligne, cet outil favorise l'harmonisation des connaissances tout en réduisant les contraintes logistiques liées aux formations physiques.

Parallèlement, une plateforme numérique dédiée au dépôt des candidatures simplifie désormais les démarches administratives des partis politiques. Cette innovation réduit considérablement les délais de traitement tout en assurant une meilleure

traçabilité des dossiers soumis.

Des innovations au service de la transparence

La dématérialisation s'étend également au système de parrainage politique. Grâce à une procédure entièrement digitalisée, les élus accomplissent leurs formalités plus rapidement et en toute sécurité. Une avancée largement saluée par les acteurs politiques, qui y voient une modernisation concrète du processus électoral.

Les observateurs nationaux et internationaux bénéficient aussi de cette dynamique avec la mise en place d'une plateforme d'e-accréditation. Les demandes se font désormais en ligne, réduisant les charges administratives et accélérant les validations.

Sur le terrain, les agents électoraux utilisent des applications mobiles spécialisées, notamment pour la compilation et la transmission sécurisée des données après le scrutin. Ces outils limitent les erreurs humaines et permettent une remontée rapide et fiable des résultats.

Symbole majeur de cette révolution digitale, l'application e-résultat permet aux citoyens de consulter les résultats électoraux en temps réel, quel que soit leur lieu de résidence. Une innovation qui renforce la confiance du public dans la sincérité du scrutin.

Une administration plus performante

La modernisation numérique dépasse le seul cadre électoral. Elle touche également la gestion administrative et financière de l'institution. Le paiement digitalisé des agents électoraux constitue à cet effet une avancée significative.



Grâce à des fichiers sécurisés transmis aux opérateurs de téléphonie mobile, les rémunérations sont effectuées rapidement, avec une meilleure traçabilité et une optimisation des ressources financières.

Cette transformation attire désormais l'attention au-delà des frontières nationales. Une délégation de la Direction Générale des Élections du Sénégal a récemment effectué une visite de travail pour s'imprégner de l'expérience béninoise, preuve de l'intérêt régional suscité par ces innovations.

Le Bénin, modèle émergent dans la sous-région

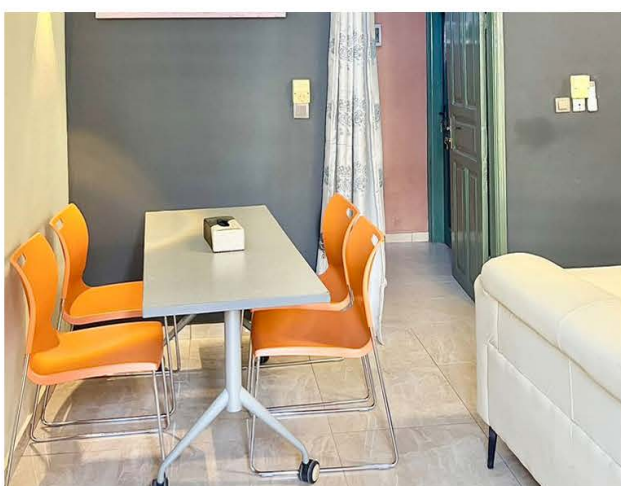
En intégrant le numérique à

tous les niveaux de son fonctionnement, la CENA consolide son image d'institution moderne, tournée vers la performance et la transparence. Cette dynamique positionne progressivement Bénin comme un modèle d'administration électorale dans la sous-région ouest-africaine.

À l'heure où la crédibilité des scrutins demeure un enjeu majeur pour les démocraties africaines, la révolution numérique engagée apparaît comme un levier stratégique pour renforcer la confiance citoyenne et garantir des élections plus transparentes et plus efficaces.

Emeric Joël ALLAGBE

Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2026 AU BÉNIN / DUO WADAGNI-TALATA

Machine électorale en ordre

À quelques semaines de l'élection présidentielle d'avril 2026, le dispositif organisationnel de campagne du duo candidat se précise. Entre direction stratégique, coordination nationale, relais territoriaux et comités techniques spécialisés, l'architecture mise en place traduit une volonté claire : assurer une mobilisation efficace sur l'ensemble du territoire national et maîtriser chaque étape du processus électoral.

Une architecture politique structurée autour du duo candidat

La dynamique électorale s'intensifie à l'approche du scrutin présidentiel. Autour du duo formé par Romuald Wadagni et Mariam Chabi Talata, une organisation de campagne fortement hiérarchisée a été mise en place afin de coordonner les actions politiques, logistiques et médiatiques sur toute l'étendue du territoire national.

Au sommet du dispositif figure un comité stratégique chargé de l'orientation politique générale et du suivi des grandes décisions. Il rassemble notamment le président de la République Patrice Talon, le président de l'Assemblée nationale Joseph Djogbénou, ainsi que le ministre d'État Abdoulaye Bio Tchané. Une composition qui témoigne du poids politique accordé à cette campagne.

Une coordination nationale pour piloter le terrain

Sous cette supervision stratégique, une coordination nationale plurielle regroupe plusieurs personnalités politiques expérimentées issues de différents courants et sensibilités. Leur mission principale consiste à assurer la cohérence des actions, harmoniser les messages et garantir la circulation rapide de l'information entre les différentes structures.

Le directeur national de campagne, Assan Seibou, occupe une position centrale dans le dispositif. Il assure la mise en œuvre opérationnelle des orientations décidées au sommet et veille à la performance globale de la machine électorale.

Un maillage territorial couvrant les 24 circonscriptions

L'une des particularités majeures de cette organisation reste son ancrage territorial. Chaque circonscription électorale dispose de coordinateurs désignés, chargés de mobiliser les militants, d'encadrer les équipes locales et d'assurer la remontée des informations vers la direction nationale.

Les douze départements du pays sont ainsi couverts par un réseau structuré allant des coordinations départementales jusqu'aux relais communaux et d'arrondissements. L'objectif affiché est clair : renforcer la proximité avec les électeurs et maximiser la participation au scrutin.

Des comités techniques spécialisés pour sécuriser la campagne

En parallèle, plusieurs comités techniques viennent soutenir le travail politique de terrain. Un comité médias est chargé de la communication stratégique et de la gestion de l'image publique de la campagne. Un autre groupe se consacre exclusivement à la logistique et au matériel, garantissant la disponibilité des moyens nécessaires lors des déplacements et des rassemblements. Le volet financier n'est pas en reste avec un comité dédié au suivi budgétaire et à la mobilisation des ressources.

Une stratégie axée sur la mobilisation et la maîtrise du scrutin

Au-delà des nominations, cette architecture traduit une ambition : organiser une campagne méthodique capable de mobiliser massivement les électeurs tout en assurant une gestion rigoureuse des opérations électorales.

Dans un contexte politique marqué par de fortes attentes autour de la participation citoyenne, cette organisation constitue également un test grandeur nature pour les responsables désignés, appelés à démontrer leur capacité à transformer la stratégie nationale en résultats électoraux concrets.

Emeric Joël ALLAGBE



ENTRE RECONVERSION POLITIQUE, RETOUR À LA VIE CIVILE ET DÉBAT SUR LE STATUT DES ÉLUS

Quel avenir pour les anciens députés après les législatives de 2026 ?



Les élections législatives du 11 janvier 2026 ont profondément remodelé le paysage parlementaire au Bénin. Si certains députés sortants ont réussi à préserver leur influence politique en obtenant un nouveau mandat, d'autres ont quitté l'hémicycle, contraints d'ouvrir une nouvelle page de leur parcours. Entre continuité institutionnelle, incertitudes personnelles et discussions autour de leurs droits après mandat, l'avenir des anciens élus suscite de nombreuses interrogations.

Les réélus : la continuité de l'expérience parlementaire

Plusieurs figures de la législature précédente ont su conserver la confiance des électeurs. Parmi elles figurent notamment Houmenou Dénise, Do-Régo B. Léansou, Adjovi Chantale, Godonou Joël, Nahum Constant et Sodjinou Michel. Après avoir quitté les rangs du parti Les Démocrates, ces élus ont rejoint la mouvance présidentielle, un repositionnement stratégique qui leur a permis de consolider leur ancrage électoral.

Désormais membres de la 10^e législature, ils sont attendus sur des dossiers majeurs liés au développement local, à la stabilité

institutionnelle et à la consolidation des réformes engagées. Leur expérience parlementaire et leur connaissance du terrain constituent des atouts importants pour la nouvelle configuration politique.

Les non-réélus : entre reconversion et incertitudes

À l'inverse, plusieurs personnalités politiques n'ont pas réussi à renouveler leur mandat. C'est le cas notamment de Justin Agbodjété, Eric Houndété, Arifari Bako ou encore Lazare Sèhouéto.

Pour ces anciens parlementaires, l'heure est désormais à la réadaptation. Certains pourraient poursuivre leur engagement dans d'autres responsabilités politiques ou administratives, tandis que d'autres envisageraient un retour à leurs activités professionnelles ou un repositionnement dans la société civile. Cette transition reste souvent délicate, tant la rupture avec la vie parlementaire peut être brutale après plusieurs années d'engagement public.

La pension des anciens députés : une controverse persistante

La question du statut matériel des

anciens députés demeure un sujet sensible dans l'opinion publique. Des voix, comme celle de Bernard Lani Davo, plaident pour l'instauration d'une pension afin de reconnaître la contribution des élus à la vie démocratique nationale.

À l'opposé, le chef de l'État, Patrice Talon, défend une vision différente de la fonction publique élective, estimant que le mandat politique ne doit pas être assimilé à une carrière professionnelle ouvrant automatiquement droit à des avantages permanents. Ce débat, régulièrement relancé, met en lumière la difficulté de concilier reconnaissance institutionnelle et exigences de sobriété budgétaire.

Un avenir à réinventer

Au-delà des trajectoires individuelles, les législatives de 2026 ont confirmé une évolution notable du comportement électoral : les citoyens semblent désormais privilégier l'efficacité perçue, la proximité avec les populations et la crédibilité personnelle des candidats, davantage que la seule appartenance partisane.

Face à cette nouvelle donne, les anciens députés sont appelés à se réinventer. Certains pourraient renforcer leur présence dans les organisations citoyennes ou le conseil politique, quand d'autres choisiront un retrait progressif de la vie publique.

Quoi qu'il en soit, leur expérience institutionnelle et leur maîtrise des mécanismes politiques restent des ressources importantes pour le pays. Leur capacité à s'adapter aux mutations en cours déterminera non seulement leur avenir personnel, mais aussi la manière dont ils continueront ou non à contribuer au débat public et au développement national.

Youssef AVOCEGAMOU

DETECTION DE TALENTS SPORTIFS DANS LES 12 DÉPARTEMENTS

Le Bénin mise sur la jeunesse pour bâtir son élite sportive



Dans le cadre de sa politique de promotion du sport et de préparation de la relève nationale, le Ministère des Sports du Bénin organise, à partir du mercredi 25 février 2026, le premier regroupement officiel des sélections départementales. Cette initiative marque une étape déterminante dans la structuration du vivier sportif national et la détection des futurs champions.

Ce programme ambitionne d'encadrer et de perfectionner les jeunes talents repérés lors des compétitions locales organisées à travers le pays. Plusieurs disciplines sont concernées, notamment le football, le basketball, le handball, le volley-ball ainsi que l'athlétisme, considérés comme des piliers du développement sportif national.

Les regroupements se dérouleront simultanément dans les infrastructures sportives réparties dans les douze départements que compte le pays : l'Alibori, le Borgou, l'Atacora, la Donga, les Collines, le Zou, le Couffo, le Mono, le Plateau, l'Ouémé, l'Atlantique et le Littoral. L'objectif est de rapprocher l'encadrement technique des jeunes athlètes et de garantir une représentation équilibrée des talents issus de toutes les régions.

Au-delà de la formation, cette opération constitue une véritable rampe de lancement pour les sportifs prometteurs. Les précédentes campagnes de détection ont déjà révélé des profils remarquables, à l'image de Yasmina Djribille et Romaine Gandonou, aujourd'hui engagées en première division féminine et déjà appelées dans les sélections nationales de jeunes.

À travers cette démarche, les autorités sportives entendent renforcer durablement la compétitivité du sport béninois. Les performances observées lors de ces regroupements feront l'objet d'une attention particulière de la part des encadreurs techniques et des sélectionneurs nationaux, chargés d'identifier les athlètes capables de défendre les couleurs nationales lors des prochaines compétitions internationales.

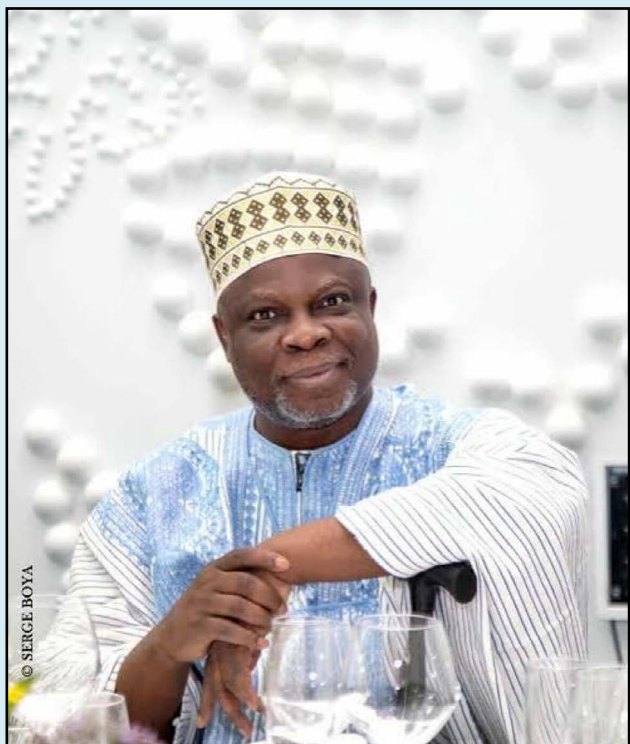
Plus qu'un simple programme de formation, cette initiative s'inscrit dans une vision à long terme : construire une génération d'athlètes performants, capables de hisser le sport béninois à un niveau supérieur sur la scène continentale et mondiale.

Aimé HOUENOU



VIE POLITIQUE AU BÉNIN

Bertin Koovi quitte le Bloc Républicain après sa suspension



Bertin Koovi, ancien membre influent du Bloc Républicain, a officiellement quitté le parti, quelques jours après avoir été suspendu pour une durée d'un an de toutes activités au sein de la formation politique. Sa démission, datée du 22 février 2026, a été adressée au Secrétariat exécutif et au Bureau politique national du parti.

Les motivations de sa démission

Dans sa lettre, Koovi explique que sa décision découle de son soutien affirmé au candidat Romuald Wadagni, pour lequel il souhaite s'investir pleinement dans le cadre des élections présidentielles. Il tient cependant à préciser que cette décision ne remet pas en cause ses liens avec les militants du Bloc Républicain, ni son soutien au président Patrice Talon.

« Mon engagement politique actuel, notamment mon soutien public et assumé au ministre Romuald Wadagni, m'amène à participer à des activités politiques auxquelles le Bloc Républicain prendra lui-même part, puisqu'il soutient également sa candidature », écrit-il dans sa lettre, soulignant sa volonté de poursuivre une vie politique responsable et respectueuse des militants.

Les motifs de la suspension

La suspension de Koovi par le Bloc Républicain fait suite à des prises de position personnelles jugées contraires à la discipline du parti. Le parti lui reprochait d'exprimer des orientations politiques sans mandat officiel, en violation du devoir de réserve. La suspension, prononcée à titre conservatoire, devait permettre la tenue d'une procédure disciplinaire.

La réaction du Bloc Républicain

À ce stade, le Bloc Républicain n'a pas encore publié de communiqué officiel concernant le départ de Koovi. Le parti a toutefois réaffirmé son attachement à la discipline interne, à l'unité de ses membres et au respect de ses instances.

Implications politiques

Le départ de Bertin Koovi pourrait influencer la dynamique du Bloc Républicain et jouer un rôle dans les élections présidentielles à venir. Plusieurs scénarios sont envisagés : Koovi pourrait rejoindre un autre parti ou se présenter comme candidat indépendant, ce qui pourrait modifier l'équilibre des forces politiques au Bénin.

Vers de nouvelles perspectives

Malgré sa sortie du parti, Bertin Koovi assure qu'il continuera à œuvrer pour le développement du pays, mais sur une nouvelle plateforme politique. Ses prochaines décisions stratégiques sont attendues dans les semaines à venir, tandis que les spéculations sur son avenir politique vont bon train.

Youssef AVOCEGAMOU

PRÉSIDENTIELLE 2026 AU BÉNIN

Paul Hounkpè mise sur la relance des boutiques sociales pour lutter contre la vie chère



À quelques semaines de l'élection présidentielle d'avril 2026 au Bénin, le candidat de l'opposition modérée, Paul Hounkpè, met en avant une vision sociale axée sur la lutte contre la précarité et l'amélioration des conditions de vie des populations. Invité sur la chaîne panafricaine Tempo TV Africa, il a présenté plusieurs propositions destinées à combattre la faim et réduire la pauvreté, parmi lesquelles la relance des boutiques

témoins de l'ancien Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA).

Un mécanisme de régulation des prix alimentaires

Selon le candidat, ces boutiques sociales constituaient autrefois un outil stratégique de régulation du marché alimentaire. Elles permettaient à l'État de mettre à la disposition des populations des denrées de première nécessité à des coûts subventionnés, notamment durant les périodes de soudure ou de flambée des prix.

Pour Paul Hounkpè, leur réactivation contribuerait à stabiliser les prix et à protéger les ménages les plus vulnérables face aux effets de l'inflation. Il estime que ce dispositif pourrait également servir de réserve stratégique afin d'anticiper les crises alimentaires.

Une vision centrée sur le social et la production nationale

Au-delà de cette mesure, le candidat défend un programme qu'il présente comme profondément social, plaçant le bien-être du citoyen au cœur de l'action publique. Il

plaide notamment pour un meilleur accès à l'eau potable, la modernisation des pratiques agricoles et la transformation locale des productions nationales.

« Il est indispensable d'améliorer nos techniques agricoles et de faire émerger de véritables entrepreneurs agricoles », a-t-il affirmé, insistant sur la nécessité de renforcer la souveraineté alimentaire du pays.

Apaisement diplomatique et relance économique

Sur le plan économique, Paul Hounkpè mise également sur la redynamisation des activités portuaires, qu'il conditionne toutefois à un climat diplomatique apaisé avec les États voisins. Pour lui, la stabilité régionale demeure un levier essentiel pour stimuler les échanges commerciaux et soutenir la croissance nationale.

Réaffirmant son orientation politique, il a souligné son ambition de bâtir un Bénin plus équitable, fondé sur la justice sociale et l'amélioration concrète du quotidien des citoyens.

Youssef AVOCEGAMOU

ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT / EXCURSIONS SCOLAIRES

Un atout pédagogique à manier avec prudence



Les excursions scolaires représentent bien plus qu'une simple sortie pour les élèves. Elles offrent l'opportunité de découvrir de nouveaux environnements, de rencontrer des personnes différentes et d'acquérir des compétences essentielles. Pourtant, ces activités éducatives comportent également des défis pour les écoles, les parents et les élèves eux-mêmes.

Les bénéfices pédagogiques

Les excursions permettent aux élèves de s'ouvrir au monde qui les entoure. En visitant de nouveaux lieux ou en s'immergeant dans d'autres cultures, ils développent leur curiosité et leur sens de l'observation. Ces expériences renforcent aussi les compétences sociales et communicationnelles, favorisent la confiance en soi et encouragent la créativité. Par ailleurs, elles offrent des occasions uniques de résoudre des problèmes en groupe et de collaborer avec leurs pairs, des aptitudes qui seront précieuses tout

au long de leur vie scolaire et professionnelle.

Les limites et risques à considérer

Malgré leurs avantages, les excursions scolaires présentent certains inconvénients. Elles peuvent engendrer des frais supplémentaires pour les familles et exposer les élèves à des risques physiques, tels que accidents ou blessures. La gestion de l'alimentation constitue un autre défi, surtout pour les enfants souffrant d'allergies ou d'intolérances. Enfin, ces sorties peuvent parfois perturber le déroulement normal des cours si elles ne sont pas correctement planifiées.

Optimiser l'expérience des excursions

Pour tirer pleinement parti des excursions scolaires, la coordination entre les écoles et les familles est essentielle. Une planification minutieuse doit inclure la préparation des élèves aux activités, la communication claire des règles de sécurité, et la fourniture d'aliments adaptés aux besoins nutritionnels de chacun. Après l'excursion, l'évaluation des retours des élèves et des parents permet d'améliorer l'organisation et l'efficacité des sorties futures.

Conclusion

Les excursions scolaires constituent un outil pédagogique puissant, capable d'enrichir l'apprentissage et le développement personnel des élèves. Lorsqu'elles sont planifiées avec soin et exécutées de manière réfléchie, elles favorisent

la découverte, l'autonomie et les compétences sociales. Mais si elles manquent de préparation, elles peuvent générer des coûts supplémentaires, des risques pour les enfants et des perturbations dans le programme scolaire. La réussite de ces activités repose donc sur une collaboration étroite entre enseignants et parents, afin de transformer chaque sortie en une expérience éducative enrichissante.

Youssef AVOCEGAMOU



BOULEVARD DU CINQUANTENAIRE

L'obscurité menace la sécurité des usagers



La nuit sur le boulevard du Cinquantenaire, un calvaire pour les automobilistes et piétons.

Entre le carrefour Yazdane à Agata et le grand carrefour près de la piscine municipale, la situation des lampadaires du boulevard du Cinquantenaire inquiète fortement les usagers. Sur la centaine de lampadaires

qui jalonnent le terre-plein central, à peine une vingtaine fonctionnent correctement. Le constat est alarmant.

À la tombée de la nuit, circuler sur cet axe devient dangereux. L'obscurité quasi totale qui enveloppe le boulevard expose les conducteurs, cyclistes et piétons à de multiples risques.

Nombre de lampadaires, vétustes, ne remplissent plus leur rôle : certains sont hors d'usage, d'autres éclairent faiblement, rendant la visibilité insuffisante. Le paysage nocturne de cette artère autrefois emblématique est aujourd'hui désolant.

Cette situation, qui perdure depuis des années, a déjà provoqué plusieurs accidents, parfois graves. Les usagers multiplient les appels à l'aide et sollicitent l'intervention des autorités municipales, mais les réparations se font attendre.

Le boulevard du Cinquantenaire, qui avait été un symbole de modernité pour Porto-Novo, semble aujourd'hui laissé à l'abandon. Alors que la ville connaît d'importants chantiers

et transformations structurelles et infrastructurelles, la réhabilitation de cette artère et le remplacement de ses lampadaires restent curieusement négligés.

Il est urgent que la municipalité prenne ses responsabilités. Sous la direction du Maire Rachadou TOUKOUROU, le nouveau conseil municipal doit agir pour restaurer la sécurité et la visibilité sur ce boulevard, à la hauteur des ambitions de développement de la capitale. Redonner au Cinquantenaire ses lettres de noblesse n'est pas seulement une question esthétique : c'est une exigence historique et un impératif pour la sécurité des citoyens.

Godfroy MISSAHOGBE

L'HOMME ET SES CHOIX DE VIE

Le végétarisme, un mode de vie en plein essor

Le végétarisme gagne du terrain à travers le monde, séduisant de plus en plus de personnes soucieuses de leur santé, de l'environnement et du bien-être animal. Mais qu'implique réellement ce choix alimentaire, et quels en sont les avantages et les défis ?

Qu'est-ce que le végétarisme ?

Le végétarisme se définit par l'exclusion de la consommation de viande et de poisson. Selon les variantes, certains produits d'origine animale peuvent être autorisés :

Lacto-ovo-végétarisme : exclut la viande et le poisson, mais autorise les œufs et les produits laitiers.

Lacto-végétarisme : exclut viande, poisson et œufs, mais permet les produits laitiers.

Ovo-végétarisme : exclut viande, poisson et produits laitiers, mais inclut les œufs.

Végétalisme : exclut tous les produits d'origine animale, y compris les œufs et les produits laitiers.

Les bénéfices du végétarisme

Adopter un régime végétarien peut offrir de multiples avantages :

Pour la santé : Les régimes végétariens sont souvent riches en fibres, vitamines et minéraux, ce qui contribue à prévenir certaines maladies chroniques telles que le diabète, l'obésité et les maladies cardiovasculaires.

Pour l'environnement : L'élevage animal étant responsable d'une part importante des gaz à effet de serre et de la pollution de l'eau, réduire sa consommation de viande diminue l'empreinte écologique.

Pour le budget : Les aliments végétaux de base

sont généralement moins coûteux que les produits carnés.

Pour la cause animale : Le végétarisme est aussi un choix éthique pour ceux qui souhaitent éviter de participer à l'exploitation et à la souffrance des animaux. Les défis à relever

Le végétarisme n'est pas sans obstacles :

Risques de carences : Une alimentation végétarienne mal planifiée peut entraîner des déficits en protéines, fer, vitamine B12 ou zinc.

Difficultés sociales : Participer à des repas en famille ou entre amis peut représenter un défi lorsqu'on suit un régime strict.

Coût de certains produits : Les alternatives végétariennes transformées peuvent être coûteuses et moins accessibles.

Un choix de vie, pas une religion

Le végétarisme n'est pas une croyance religieuse, mais un mode de vie basé sur des convictions personnelles, qu'elles soient éthiques, environnementales ou liées à la santé. Certaines religions encouragent cette pratique, mais elle reste un choix libre et individuel.

Acceptation et perception

La perception du végétarisme varie selon les cultures. Dans des pays comme l'Inde ou le Népal, il est largement répandu et socialement accepté. En revanche, dans des pays comme les États-Unis ou la France, il reste moins courant et parfois marginalisé.

Les critiques et réponses

Les détracteurs pointent souvent le manque de protéines ou le risque de carences. Les spécialistes de la nutrition et les végétariens rappellent que ces risques peuvent être évités grâce à une alimentation équilibrée et, si nécessaire, à des suppléments adaptés. Les protéines peuvent être obtenues à partir de légumineuses, noix, graines ou produits à base de soja.

Conclusion

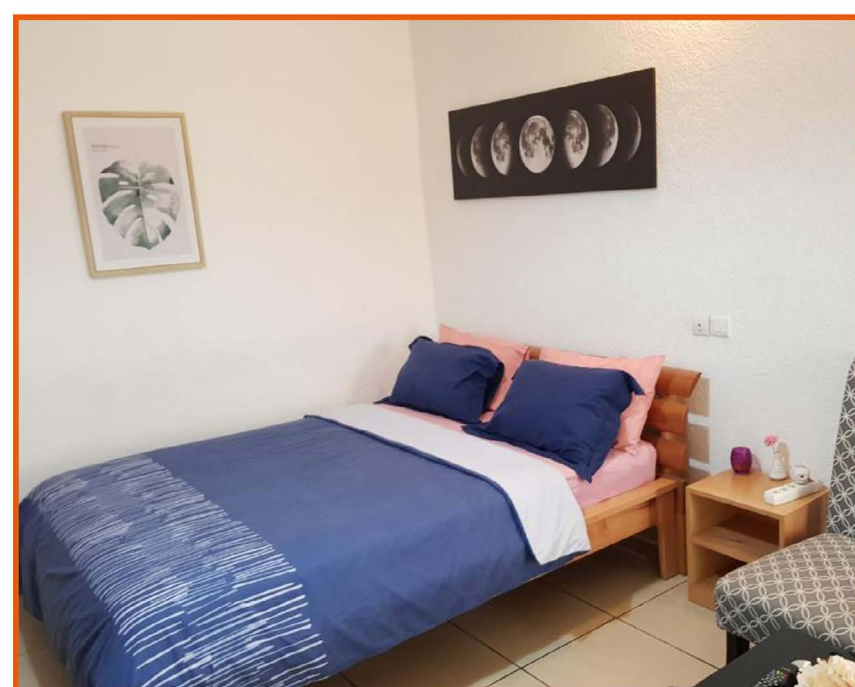
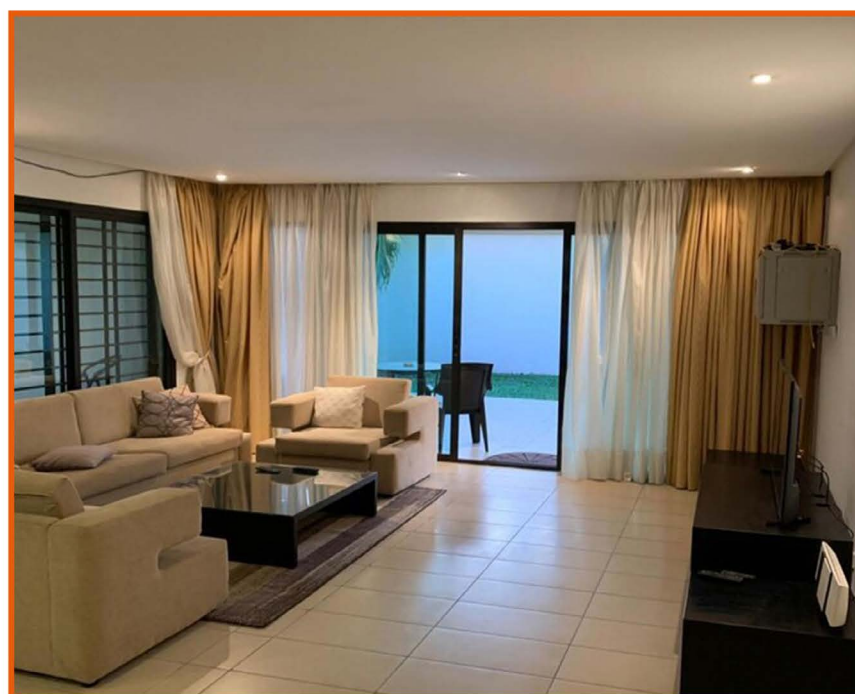
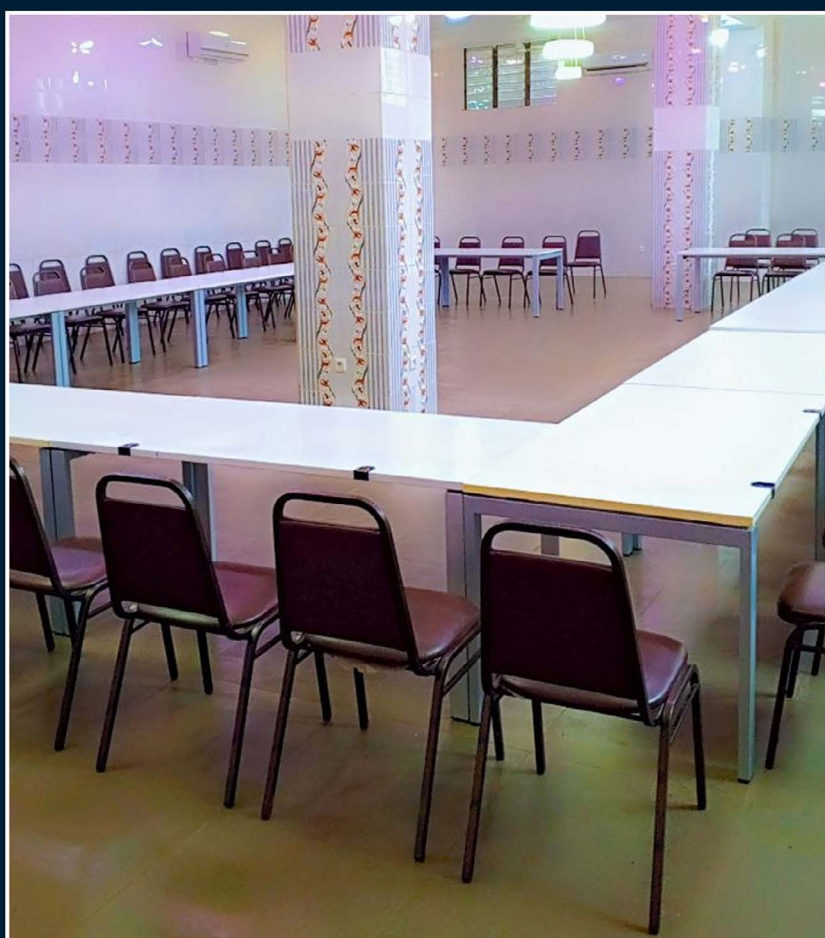
Le végétarisme est plus qu'un simple régime : c'est une manière de vivre qui peut enrichir la santé, protéger la planète et montrer de la compassion envers les animaux. Toutefois, il exige une planification attentive pour prévenir les carences et tenir compte des aspects sociaux et économiques. Comme pour tout changement alimentaire majeur, il est conseillé de consulter un professionnel de santé. Au final, le végétarisme demeure un choix personnel, guidé par les valeurs et les besoins de chacun.

Youssef AVOCEGAMOU



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707